La proie pour l'ombre

On peut bien sûr partir du principe que toute construction est un crime contre nature et que la prétention à vouloir l'exploiter, la maîtriser est désespérée; il faudrait prendre acte de cette fatalité et se résigner au fait que la société humaine n'est que poussière et redeviendra poussière. Je ne partage pas ce postulat en totale contradiction avec le plus élémentaire projet de la plus élémentaire société.

Nous avons maintes fois insisté dans ces colonnes sur les données nouvelles, limites des ressources naturelles, atteintes prévisibles portées aux éléments fondamentaux que sont l'eau, l'air, la terre — sensibilité des paysages et des biotopes. Pas de plus longs développements ici.

Avec nos moyens, nous essayons de diffuser des thèses et des informations qui pourraient entraîner à terme une modification des comportements individuels et orienter différemment des décisions politiques. Nous sommes convaincus que l'intégration du facteur environnement, pris dans son sens large, dans l'ensemble des décisions politiques, est de première urgence.

La maturation des esprits est malheureusement lente, d'autant plus lente qu'elle nécessite des conversions douloureuses, des ruptures avec des modes de pensée et des changements profonds dans le mode de vie particulièrement difficiles à négocier pour certains.

Voyez par exemple l'obstination avec laquelle le conseiller fédéral Delamuraz (pp. 4 et 5) minimise encore la pollution d'une manière générale; elle a encore quelque chose de pathétique quand on sait que pour la première fois en Europe une région a

été soumise cet hiver au type d'alerte la plus sévère, intervenant dans le comportement des citoyens jusque dans leur propre logement.

Cette lenteur, voire cette mauvaise volonté à admettre la réalité, à envisager des mesures strictes et peut-être impopulaires peuvent à l'évidence conduire à l'impatience, à l'exaspération même, de ceux qui sont convaincus de l'insuffisance de la politique actuelle.

Fallait-il pour autant, sous l'emprise de cette exaspération et au nom de la protection du paysage et du sol contre le bétonnage, faire le procès de la politique fédérale de soutien au logement?

C'est l'exercice auquel ont cru pouvoir se livrer le

SUITE ET FIN AU VERSO

DP

Une page se tourne

Le 3 mars 1972, avec la naissance de la formule hebdomadaire, Laurent Bonnard prenait officiellement ses fonctions de « rédacteur responsable » de « Domaine Public ».

Le 15 juin prochain, Francine Crettaz prendra la relève de L. B., choisie pour ce poste par le conseil d'administration du journal. Le changement dans la continuité, serait-on tenté d'écrire: pas de crise, par de désaccord, priorité à la poursuite de l'expérience unique de DP, le passage du témoin a été préparé depuis des semaines dans l'intérêt bien compris de nos lecteurs.

DP 168 à DP 779: nous aurons l'occasion à mi-juin prochain, au moment précis où se tournera cette page importante de l'histoire du journal, de faire les présentations indispensables et d'esquisser un bilan (provisoire) de ces quelque treize dernières années de parution hebdomadaire; nous dirons aussi les promesses de l'avenir.

DP

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 776 30 mai 1985

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Abonnement
pour une année: 60 francs,
jusqu'à fin 1985: 40 francs
Vingt-deuxième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Eric Baier
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Francine Crettaz
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffly

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz
René Longet

776

La proie pour l'ombre

WWF et la Fondation suisse pour la protection du paysage, sans naturellement s'embarasser de préoccupations sociales en matière de logement, ni vérifier très sérieusement si la suppression de l'aide fédérale entraînerait une réelle amélioration de la situation.

Que cette politique sociale de la Confédération ait échappé aux coups de boutoir de la droite pure et dure un peu par miracle et beaucoup par résistance de la gauche ne semble pas avoir inquiété ces adeptes de la corde raide politique.

Pas plus quantitativement que qualitativement —

1. — JURIDIQUEMENT

Dès 1975

C'est en 1972 que le peuple et les cantons acceptaient d'ancrer dans la Constitution (article 34 sexies), pour la Confédération, la tâche permanente d'encourager la construction de logements; la loi actuelle encourageant la construction et l'accession à la propriété de logements était votée par les Chambres en octobre 1974 et elle entrerait en vigueur le 15 janvier 1975 — l'ordonnance qui s'y rapporte date de septembre de la même année.

Cette loi contient à la fois des mesures générales visant à améliorer les conditions de construction de logements ainsi que des instruments spéciaux d'encouragement. Mesures dites générales: l'aide à l'équipement, l'aide à l'acquisition de réserves de terrain, l'étude du marché du logement, la recher-

on le verra au long des quelques notes publiées ci-dessous — les mouvements pour la protection du paysage n'avaient de raisons de s'en prendre particulièrement à la politique fédérale pour dénoncer les méfaits du bétonnage.

L'urbanisation et l'urbanisme, en dehors des principes généraux de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire sur lesquels nous reviendrons, restent de la compétence des cantons et des communes. Pour être d'essence territoriale, fédéralisme et autonomie des communes imprègnent l'organisation de l'espace en Suisse. Le reste est savoir d'architectes, pratique d'artisans, pouvoir de promoteurs et goût de la clientèle.

Incriminer isolément la politique fédérale en matière de logement était en l'occurrence politiquement facile, socialement dangereux et concrètement inefficace.

V. R.

che et la rationalisation en matière de construction; les mesures spéciales: l'encouragement à la construction et à la rénovation de logements locatifs, de logements et maisons familiales en propriété (dans certains cas, aide aussi à l'acquisition), l'encouragement à des maîtres d'ouvrages et à des organisations s'occupant de la construction de logements d'utilité publique.

Les premiers bilans 1975-1981:

— Part des logements neufs construits en Suisse avec l'aide de la Confédération à l'ensemble des logements neufs construits pendant la même période: 6,47% (277 855 logements construits au total pour 17 995 logements construits avec l'aide).

— Part de toute la construction de logements aidée par la Confédération à l'ensemble de la construction: 6,38% (57 102 millions de francs pour la construction au total, et 3643 millions de francs pour la construction avec aide fédérale).

— Part (en pour-cent) des types de logements pour

lesquels l'aide fédérale a été promise: 1 à 2,5 chambres: 42,5%; 3 à 3,5 chambres: 16,8%; 4 à 4,5 chambres: 25%; 5 à 5,5 chambres: 11,4%; 6 chambres et plus: 4,1%.

2. — QUANTITATIVEMENT

Portion congrue, mais...

En dénonçant l'aide fédérale au logement comme responsable de la dégradation des paysages et du bétonnage de la Suisse, on laisse entendre qu'elle représente une part importante du volume de constructions. Or, il n'en est rien; de 1979 à 1981, la part des logements neufs s'élève à 6,95%. Cette part calculée d'après les capitaux tombe à 6,38%. Rien d'une importance dévastatrice dans cette politique! A moins bien sûr qu'elle trouve à se concrétiser dans une forme d'urbanisation spécialement sauvage...

Notons à l'intention de ceux qui seraient tentés de tirer argument de cette portion congrue pour demander sa suppression, que cette aide fédérale reste un soutien des plus précieux: en détendant d'abord un peu et malgré tout le marché qui reste très exigu, notamment en ce qui concerne les appartements de quatre à cinq pièces; en participant ensuite à la production de logements qui respectent certaines normes de qualité sans luxe et faux luxe surtout. Ces normes se sont avérées suffisamment bien étudiées pour que certains cantons les adoptent pour leur propre politique de soutien. Il faut admettre aussi que le prix des appartements ainsi construits est une valeur de référence à laquelle le marché libre est confronté et dont il ne peut s'écarter sans explications.

L'aide offre enfin la possibilité à certains citoyens et certaines citoyennes d'acquérir leur logement, désir qu'on ne saurait condamner dans le contexte économique actuel et compte tenu de l'intérêt que peut revêtir le rôle de maître d'ouvrage.

La maîtrise de l'urbanisation

La critique adressée à la politique fédérale semble d'autant moins pertinente que l'aide est accordée à certaines conditions qui auraient plutôt pour effet de mieux maîtriser l'urbanisation qu'habituellement.

Avant même l'apparition des lois fédérales sur l'aménagement du territoire et de l'environnement, la loi sur l'encouragement à la construction a mis l'accent sur la protection du paysage et de l'environnement; de plus elle subordonne l'aide à la construction à la condition que les immeubles construits se trouvent dans des zones équipées. Ces

POINT DE VUE

Nous ne serons pas les Ponce Pilate du logement

Pendant à la prise de position (et au dossier) de Victor Ruffy (par ailleurs, membre de la FSPAP) publiée ci-dessus, la parole à René Longet, conseiller national socialiste genevois, pour dire les ambitions du WWF et de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FSPAP), dans leur lutte contre le crédit de 3 milliards pour l'aide fédérale au logement, proposée le 20 février dernier aux Chambres par le Conseil fédéral.

Repérer les zones d'ombre du discours politique, harceler les incohérences du langage partisan, que

éléments de contraintes devraient faire réfléchir avant de susciter des critiques; il reste en tout cas à prouver que les cantons où l'aide fédérale a été particulièrement importante, comme Lucerne, Fribourg, ont vu leur urbanisation se dégrader de manière significative par rapport à la situation des cantons de Bâle-Campagne, Genève ou Tessin dans lesquels l'aide de la Confédération fut plutôt discrète.

Cette démonstration sera difficile à faire: on connaît par exemple des réalisations récentes dans le canton de Vaud, soutenues par la Confédération et qui se présentent sous des traits plutôt positifs et que l'on montre volontiers à des intéressés. Bref, sans que la différence soit toujours spectaculaire, la production de logements bénéficiant du soutien de la Confédération se situerait plutôt au-dessus de la moyenne au point de vue qualité.

voilà des tâches ingrates, mais salutaires! Ne plus exempter de cet exercice le logement, c'est s'en prendre à ce qui est probablement le dernier bastion du credo sécuritaire social-démocrate. Il y a en effet belle lurette que les autres piliers de la trilogie emploi-soins médicaux-logement ont rendu l'âme; dans le domaine de la santé, du travail, la réalité et sa richesse ont eu raison de la langue de bois et de ses vaines promesses. Du coup, la gauche a retrouvé le contact avec le réel, et partant, une prise sur lui.

WWF et FSPAP nous demandent de rejeter le crédit d'aide fédérale au logement. La conclusion en tant que telle est brutale et contestable; il n'en reste pas moins que la charge touche juste.

Seules ces organisations pouvaient rompre l'unanimité réunissant lobby des bâtisseurs et défenseurs de la veuve et de l'orphelin. C'est d'ailleurs cet unanimité même qui garantit que la charge ne portera que là où elle doit porter: sur le terrain de la prise de conscience, pas celui du refus de crédit. Car il faut voter le crédit, mais, grâce au WWF et à

la FSPAP, nous le ferons en connaissance de cause; nous ne serons pas les Ponce Pilate du logement.

Deux discours, deux lectures de la réalité s'affrontent; en apparence, les choses sont claires. Berne met à disposition ses millions pour faciliter l'accès à la propriété et la construction de logements; les cantons veillent à ce que les logements soient construits là où il est judicieux de construire. Cette vision rassurante des choses est évidemment trop belle pour être vraie. En réalité, comme la plupart des cantons ne sont pas à jour avec leur aménagement du territoire, et que ceux qui le sont formellement ont très fréquemment des zones à bâtir surdimensionnées ou mal localisées, on sait très bien ce que les millions de Berne vont provoquer: accélérer le bétonnage.

WWF et FSPAP, même si on ne les suit pas dans leurs conclusions, même si les vrais destinataires de leur demande sont les cantons et pas la Confédération, soulignent à notre intention que le bétonnage, ce ne sont pas que les routes, les places d'armes, le bradage du sol national — c'est aussi chacun de nous, par la consommation croissante d'espace que nous faisons. Leur démarche dans son excès même a le mérite de nous rappeler qu'il est temps de mettre fin à la séparation commode, dans nos têtes, entre fourniture de logements et usage de l'espace.

René Longet

POTE

Ramadan helvétique

Lundi 20 mai (à 21 h. 30) la télévision suisse allemande consacrait une brève émission à l'ouverture du Ramadan. Partie en arabe, partie en allemand, cette émission aura rendu certains attentifs au fait qu'il y a probablement 100 000 musulmans actuellement en Suisse.

La forêt meurt, mais JPD ne se rend pas (à l'évidence)

Les proches de Jean-Pascal Delamuraz disent volontiers que le conseiller fédéral radical vaudois est un homme: intelligent, très habile, autoritaire certes, mais sympathique. Bref, un digne successeur de Georges-André Chevallaz, les références littéraires en moins et la rondeur chaleureuse en plus. Voilà qui serait propre en ordre si les qualités reconnues JPD ne s'accompagnaient pas à l'occasion de leur symétrique contraire: comme s'il y avait des grippages dans la machine delamura-zienne, au demeurant fort bien huilée, comme en témoigne l'irrésistible ascension de l'ancien adjoint du directeur administratif de l'Expo 64.

Comment un homme intelligent, très habile, etc. peut-il se lancer dans des déclarations contradictoires sur la guerre de l'avenir et la collaboration américano-helvétique en matière d'armements? Pire, comment un homme intelligent, et fin politique de surcroît, peut-il s'égarer comme il l'a fait la semaine dernière dans un long entretien accordé aux trois correspondants parlementaires du «Tages-Anzeiger» de Zurich (17 mai 1985)?

Notons tout d'abord le déploiement de forces journalistiques consenti par le grand quotidien allemand pour extraire la substantifique moelle des propos du conseiller fédéral romand; il est vrai que de tels efforts sont relativement courants outre-Sarine — après les cent premiers jours, après la première année d'activité d'un magistrat, etc.; en Suisse romande, pour trouver de tels bilans, il faut attendre les toutes grandes occasions, l'accession à la présidence de la Confédération par exemple.

Il s'agissait donc d'environnement, de mort des forêts, de limitation de vitesse, etc. A chaque fois, JPD persiste et signe, fier de sa latinité autophile et insouciant, traitant les Alémaniques de sentimentaux et d'angoissés. Tandis que même les autorités

valaisannes et, bientôt sans doute, françaises, prennent conscience du signal d'alarme donné par le dépérissement des forêts, le chef du Département militaire fédéral, à l'instar de la majorité des radicaux romands, continue de nier aussi bien l'importance des atteintes portées à l'environnement que l'urgence de prévenir leur aggravation.

L'effet désastreux de cette pleine page d'imprévoyance gouvernementale ne va pas contribuer à rehausser l'image des conseillers fédéraux romands aux yeux des Argoviens, Zurichois et autres Alémaniques, qui font de la «Seriosität» une vertu cardinale, et ne méprisent rien tant que l'étourderie et le bavardage.

Joli auto-goal d'un ancien conseiller national, qui avait fait mousser un postulat sur la représentation des Latins dans l'administration fédérale; et pour un conseiller fédéral qui aimerait tant se glisser prochainement dans le fauteuil du chef de l'Economie publique — pour faire preuve à Berne d'autant d'inertie qu'au gouvernement vaudois, où son passage à la Direction de l'agriculture, de l'industrie et du commerce demeurera à tout jamais oubliable.

SPONSORING

Le crédit du notable

Dans le canton de Vaud, l'UBS et la SBS comptent chacune quinze succursales et agences. La troisième grande banque du Pays, le Crédit Suisse vient d'atteindre les dix succursales, dont l'une si récemment ouverte (à Pully) qu'elle ne figure pas encore dans l'annuaire du téléphone. Les deux premières «grandes» ont leur siège lausannois sur la place Saint-François, et trois succursales dans les quartiers, tandis que l'immeuble du CS demeure en retrait, au bas du Lion d'Or. Son retard, le Crédit Suisse compte bien le combler, moins peut-être en augmentant le nombre de

ses guichets en pays vaudois qu'en y améliorant la qualité de sa présence et de son image.

L'enjeu vaut bien quelques efforts, financiers bien sûr. Ainsi, le Crédit Suisse n'a pas hésité à convoquer sa conférence annuelle de direction pour la première fois en dehors de Zurich, pour réunir les 17 et 18 mai 1985 ses 450 cadres supérieurs à Lausanne et Montreux. Moins d'une semaine plus tard, le Crédit Suisse poursuivait son offensive de charme, offrant au canton de Vaud une publication sur lui-même, rédigée en grande partie par un haut fonctionnaire du Département de l'instruction publique: 87 pages, habilement illustrées, avec un aperçu géographique et historique, une présentation des institutions et des principales entreprises, sans oublier un appendice artistique. Et en prime une préface signée Raymond Junod, président du Conseil d'Etat, qui remercie le Crédit Suisse d'avoir «sponsorisé» la publication d'un manuscrit élaboré dans les bureaux de l'administration cantonale.

Ce faisant, le Crédit Suisse a comblé une lacune, puisqu'«il manquait une monographie offrant une vue synthétique du canton et de quelques-unes de ses facettes». M. Junod oublie tout simplement la brochure publiée en août 1983 par... l'Union de Banques Suisse, et préfacée, sans la moindre allusion à l'auteur-éditeur bancaire, par Jean-Pascal Delamuraz, alors encore conseiller d'Etat et conseiller national. Pour le contenu, sinon la présentation, la comparaison tourne nettement à l'avantage de la publication UBS, plus concise (48 pages), et qui ne se mêle pas de doubler l'annuaire officiel (que diable font ces organigrammes des sept départements cantonaux sous couverture du CS?), mais reconnaît à l'économie la place prépondérante qu'elle mérite, sans oublier les problèmes d'avenir, complètement négligés par le Crédit Suisse.

Tandis que les deux banques cantonales vaudoises font dans le mécénat artistique (répertoire des musées publié par le Crédit foncier à l'occasion de son 125^e anniversaire, récente exposition de ses

collections par la Banque cantonale), les grandes banques s'adonnent avec un bonheur inégal à la publication de monographies sur le canton de Vaud, apparemment méconnu par leurs clients investisseurs.

Sponsorisez, éditez, il en restera toujours quelque chose.

RADIOS LOCALES

La Suisse n'est pas une île

Intéressante émission de la télévision suisse alémanique le 22 mai sur les radios locales suisses et leur avenir. En substance: l'expérience se poursuit, mais dans des conditions toujours plus difficiles. Calme plat en langue romanche, calme plat aussi en langue italienne; dans le premier cas, le prix était trop élevé du point de vue local, alors qu'au Tessin, ce sont les concurrents italiens qui acceptent de la publicité à très bas prix qui ont incité les concessionnaires tessinois à ne pas se lancer.

En Suisse romande, mis à part quelques exceptions bien connues, situation comparable! Thollon-les-Mémises (EFM 21) couvre la majeure partie de la Suisse romande, recueille et diffuse déjà 80% de publicité suisse et compte atteindre un chiffre d'affaires d'un million cette année... Pendant ce temps, par exemple, RGI (Genève) ne passe que de la musique et Rémy Gogniat, rédacteur en chef de RTN (Neuchâtel) parle d'un déficit mensuel de 15 000 francs couverts par «L'Impartial».

En Suisse alémanique, une menace se précise. Dans le Land de Bade-Wurtemberg se mijote un projet de loi qui permettra de créer tout un réseau de radios locales autorisées à diffuser 20% de leur temps d'antenne en publicité (soit 12 minutes par heure contre 15 minutes par jour en Suisse!), soumise à moins de réserves que chez nous et couvrant une partie de la Suisse...

A noter, toujours au cours de cette émission, une déclaration de Bernard Vivien, directeur de Thollon-les-Mémises sur les approches non concertées de Radio Mont-Blanc (Jean-Claude Nicole), d'une part, et de Radio L (Lamunière), d'autre part, portant sur le rachat de son émetteur. Et Vivien de souligner qu'il ne veut pas se vendre à un éditeur suisse.

Au crédit du représentant de l'Administration fédérale, l'assurance que des interventions à haut niveau ont lieu en France (la dernière le 17 mai à Paris) et que le cas de la Suisse romande est suivi attentivement par l'autorité de tutelle. On attend les résultats.

VITAMINE

Le quotidien des lecteurs

On restait sous le coup de l'importance de la nouvelle publiée le jeudi 16 mai 1985 par «Le Matin» en page «Suisse romande», sur trois colonnes et une large photo à l'appui, sous le titre «Rgt inf mot 2. Défilé à Ouchy».

On vous livre le texte «in extenso» pour mémoire, si jamais il vous avait échappé:

Comme c'est la tradition, tous les quatre ans, le commandant du rgt inf mot 2 prend congé de ses hommes. Hier à Ouchy, le colonel Hermann Etter — dont le remplaçant n'est pas encore désigné — a fait ses adieux à la troupe. Les 2476 soldats du défilé (notre photo, Bosshard-air) représentaient le pays de Vaud. Durant leur cours de répétition qui s'achèvera après-demain, ils ont occupé un triangle délimité par Nyon, Vallorbe et Morges. Sur la tribune officielle, se trouvaient, outre le cdt de corps Edwin Stettler et le colonel divisionnaire Bernard Chatelan, les représentants des autorités civiles. Quatre bataillons ont été applaudis par les quelques badauds présents. Pendant qu'en ville, les détournements de la circulation occasionnaient des embouteillages monstres...

En bref, l'expérience se poursuit cahin-caha. Combien de stations émettront encore dans trois ans et demi? Impossible à dire. Relevons simplement que l'annuaire 1985 du syndicat d'initiative Villefranche-Beaujolais, en France, donne l'adresse de cinq radios locales dans cette agglomération de 50 000 habitants. Mais la Suisse n'est pas la France, on le sait bien.

Autre information retenue dans cette émission, mais répercutée depuis dans les médias: les radios locales suisses demandent à pouvoir doubler le temps consacré à la publicité (30 minutes au lieu de 15).

Cherchez l'erreur! A vaillant lecteur, rien d'impossible... Dès le lendemain, en effet, le même «Matin» se fendait d'une rectification en bonne et due forme que nous nous faisons un devoir de reproduire aussi:

■ ERRATUM

Rgt inf mot 2: cérémonie réussie

Mercredi dernier, le colonel Hermann Etter faisait ses adieux à la troupe (lire «Le Matin» d'hier). Deux mille cinq cents hommes ont défilé à Ouchy, applaudis par une foule de Lausannois évaluée à près de quatre mille personnes.

Le succès de la cérémonie fut complet, contrairement à ce que pouvait laisser sous-entendre une partie de notre compte rendu.

Ouf! On avait eu chaud. Un peu plus et l'honneur de l'armée en prenait pour son grade. Notez qu'à part ça, on ne saura pas si ce sont 2476 ou 2500 hommes qui ont défilé. On ne traque jamais assez la désinformation. Gageons que l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la presse permettra de mettre un peu d'ordre dans ce chenit.

Scènes de ménage

Les relations Vaud-Genève: un thème de réflexion exemplaire qui, au-delà du contentieux intercantonal précis, nous projette bien au-delà des berges du Léman. Sur la toile de fond du développement économique, est en jeu tout un système de règlement des inégalités régionales. C'est dans ce sens que ce sujet nous intéresse particulièrement à DP — qu'on n'y voie pas une manifestation de plus d'un lémanisme hypertrophié! Aujourd'hui, pour faire suite à diverses contributions récentes dans ces colonnes (entre autres: DP 762, «La côte et l'arc»; DP 764: «Epicentrisme. Vaud-Genève»), un «point de vue» qui tente de dépasser les antagonismes affirmés.

Les conflits de voisinage sont parfois les plus tortueux et les plus épineux. Un mur mitoyen mal implanté ou une servitude mal respectée, et voilà qu'un bourg ou un village se coupe en deux camps ennemis, difficilement réconciliables. D'où vient que la cohabitation locale ou foncière est parfois à l'origine de tant de flambées irrationnelles?

Ce qui se passe entre particuliers est-il également une fatalité au niveau des collectivités publiques? Les cantons, structurés dans des institutions rationnelles, devraient échapper à une telle vague de passion et inscrire leur cohabitation dans un contexte de stricte lucidité. L'exemple Vaud-Genève peut être analysé à ce sujet de façon critique et hors de la polémique.

I. L'HISTOIRE

L'adhésion de Vaud et de Genève à la Confédération suisse est pratiquement contemporaine. Le

Congrès de Vienne (1815) avait posé comme condition au rattachement de Genève à la Confédération une frontière commune avec le canton de Vaud. C'est pourquoi la France céda les six communes gessiennes de Versoix, Collex-Bossy, Pregny, Grand-Saconnex, Vernier et Meyrin à la République genevoise, afin qu'elle puisse être «contiguë» à la Suisse.

Cette cession géographique ne modifia cependant pas l'enclavement géographique du canton et la «mentalité obsidionale» de ses habitants. Le canton de Genève est complètement dominé par une dialectique urbaine qui ne peut être gommée ni par les conventions avec la France¹, ni par l'espoir d'évasion de ses citoyens chez des voisins plus accueillants.

A l'opposé, le canton de Vaud est depuis des temps très anciens une région à dominante agricole, même si le front lémanique s'est profondément industrialisé et urbanisé au cours du XX^e siècle. Il est curieux de constater à cet égard que chez nos confédérés alémaniques, le Romand-type est bel et bien le Vaudois, ce qui engendre chez eux ce sentiment de douce supériorité chèrement acquise au cours des siècles.

Le conflit Vaud-Genève prit au XIX^e siècle le prétexte de la régulation des eaux du Léman pour trouver une aire de satisfaction. Les crues exceptionnelles de 1877 et 1879 déterminèrent même l'Etat de Vaud à tenter un procès à l'Etat de Genève. Une bataille d'avocats et d'experts s'engagea devant le Tribunal fédéral; l'Etat de Genève soutenant que les travaux exécutés dans le lit du Rhône à des fins industrielles n'étaient pour rien dans les inondations des rives vaudoises.

On trouve dans la structure de ce premier conflit la trame essentielle de toutes les difficultés futures (côté genevois, un appétit industriel insatiable, côté vaudois le sentiment de subir les conséquences dommageables de cette volonté de développement économique unilatérale).

Puis il y eut le conflit sur le siège de la Télévision romande, mentionné ici pour mémoire.

II. LA QUERELLE FISCALE

Aujourd'hui, la pomme de discorde, c'est les 18 000 pendulaires de la région Coppet-Nyon-Morges dont l'imposition fiscale au lieu de domicile profite au seul canton de Vaud. Parler au Conseil d'Etat vaudois de «ristourne fiscale» à l'Etat de Genève entraîne des échanges furieux où l'accusation de vol et d'escroquerie est très vite sur les lèvres. Porte claquée donc au nez et à la barbe des autorités genevoises, qui prétendent qu'à Genève aussi, la création de postes de travail a un coût évaluable.

Ne voir cependant que la question fiscale, c'est s'enfermer dans une rivalité historique sur le développement industriel qui mène à faire le décompte trivial de ce que l'autre nous vole et non pas de ce qu'on peut lui donner.

III. LE PARTAGE DES CARTES

Il faut au contraire créer les conditions d'un contrat dans lequel chaque partenaire offre à l'autre des avantages. A ce sujet, la mise en parallèle des potentialités montre que l'Etat de Vaud pourrait, avantageusement pour lui, jeter dans la balance la constitution d'une zone industrielle attractive dans une couronne autour de Nyon. Pourquoi ne pas constituer sur sol vaudois (à Gland, par exemple), une fondation de droit public qui offrirait des terrains industriels qui sont inexistantes dans la région genevoise? Lorsque, du côté genevois, des entreprises sollicitent en vain des espaces pour s'implanter, les autorités vaudoises devraient être alertées pour prendre le relais. C'est ainsi qu'un double mouvement d'implantation industrielle et de création d'emplois prendrait naissance sur sol vaudois. La négociation Vaud-Genève prendrait alors une

Voyage à Paris

22 mai — voyage à Paris pour prendre part à une table ronde consacrée à Victor Hugo, mort voici cent ans exactement.

Une fois de plus, en traversant les derniers kilomètres de la grande banlieue parisienne, le sentiment désespérant *qu'il n'y a rien à faire*, qu'il n'y a plus rien à faire; que dans l'immédiat en tout cas, qu'à moyenne échéance, c'est sans espoir. Que vous avez là des dizaines de milliers d'êtres humains, plus probablement des centaines de milliers, qui vivent dans un environnement tel que les seules perspectives qui leur sont ouvertes sont la dépression, la chute dans la drogue ou dans l'alcoolisme, le suicide et la mort...

Comment élever des enfants en pareils lieux? que proposer aux jeunes? — et ces jeunes, je vais en retrouver tout à l'heure dans le grand magasin *Le Printemps*, où a lieu la table ronde: petite jeune fille, de l'âge à peu près de mes gymnasiennes, occupée à peser sur les boutons de l'ascenseur: sixième étage, troisième étage, rez-de-chaussée, quatrième, etc. — six heures par jour? huit heures? — j'imagine le retour à la maison, le soir, par le métro; le petit deux-pièces-et-cuisine (et encore!) dans le HLM; les terrains vagues à proximité.

Rien à faire, qu'on imagine un régime socialiste, ou communiste, ou libéral — ce qu'on appelle «libéral»! — à telle enseigne que s'il n'y avait pas Robert Badinter, qui a tout de même supprimé, avec l'aide de ses amis et même de quelques-uns de ses adversaires, la peine de mort, on en viendrait presque à souhaiter le retour au pouvoir d'un quelconque Barre, ou Chirac, ou Giscard, puisque très assurément ils se trouveront dans l'impossibilité de résoudre des problèmes — qu'ils n'ont d'ailleurs pas résolus lorsqu'ils étaient au pouvoir — lesquels problèmes n'ont peut-être pas de solution, et alors on peut préférer voir une politique détestable menée par des hommes que l'on n'aime pas, à la

même politique détestable, menée la mort dans l'âme par des hommes pour qui l'on a quelque estime — Friedrich Dürrenmatt a fait savoir qu'il renonçait à se rendre en France à une conférence sur les droits de l'homme, étant donné que cette France exporte pour dix-sept milliards de francs suisses d'armes...

(Les considérations qui précèdent sont dues sans doute à mon âge de plus en plus avancé.)

*

Entre deux coups d'œil sur le «paysage», je lisais dans le monumental *Victor Hugo* d'Alain Decaux: «L'asile est un vieux droit. C'est le droit sacré des malheureux. Au Moyen Age, l'église accordait l'asile même aux parricides.» Et la Suisse du XX^e siècle, à qui accorde-t-elle le droit d'asile?

*

Je vous disais que l'*Histoire d'arbres et de roches à l'initiation des petites sorcières*, de Jean Pache, à partir de peintures de Kurt von Ballmoos, me paraissait admirable.

Les peintures de von Ballmoos unissent un graphisme extraordinairement aigu (branches ou racines, stries de la pierre, herbes et mousses) à des coloris parfaitement *fondus* (le bleu du ciel; le rose, l'ocre, le vert-terre). Des textes de Pache, je ne dirai rien préférant recopier ici quelques lignes du premier d'entre-eux:

«La fillette vagabonde
l'enfant cuivrée aux pupilles cerclées
d'améthiste
la démonsse encapuchonnée
la séraphine — pourquoi pas: Séraphine?
aux griffes d'opaline
la petite peste
la vestale à la ferveur déjà guetteuse
sous la jupe à volants
la diablesse minuscule
soudain verticale au pied des abrupts
Elle fixe sans hésiter les aubiers
dont l'écorce imberbe rassure en l'excitant
la fragilité rousse de sa peau...»

Un défaut: hors-commerce!

tout autre tournure puisque les avantages et les inconvénients seraient répartis sur les deux partenaires simultanément. La prise en compte de l'attraction scolaire et culturelle de la région genevoise pourrait alors faire contrepoids à une attraction industrielle de la région Nyon-Gland. L'offre foncière vaudoise de zones à bâtir serait complétée par une offre de zones industrielles. La main-d'œuvre pendulaire pourrait même aller dans les deux sens.

IV. QUEL DÉVELOPPEMENT POUR GENÈVE?

Le canton de Genève étant saturé, les autorités genevoises ne sont plus crédibles lorsqu'elles cherchent à attirer des industriels, du moins s'il s'agit d'entreprises du secteur secondaire qui exigent de grands espaces (Charmilles, Sécheron, Tarex). Un spécialiste a calculé à ce sujet qu'il était judicieux de distinguer les entreprises de grande dimension (70 m² par employé) et les entreprises dites de haute technologie (30 m² par employé). Dès lors, si les premières ne peuvent plus rester ou s'installer sur sol genevois pour des raisons strictement foncières, les secondes, qui utilisent beaucoup plus les services tertiaires concentrés en ville de Genève (communication, informatique, transports), pourraient s'implanter ou rester dans ce contexte urbain sans aggraver sa saturation.

Les Vaudois doivent-ils pour autant crier au nouveau colonialisme de Genève, qui transfère «généreusement» son secondaire non rentable? Cette vue des choses serait très courte, car il est de fait que la redistribution géographique des entreprises du secondaire se fait nonobstant le feu vert des autorités politiques locales. Si les entreprises secondaires consommatrices de grandes surfaces ne vont pas à Nyon ou Gland, elles s'expatrient dans des pays plus lointains.

Pantalonnades vaudoises

Moins drôle que le comique troupié, plus bête que le comique à pleurer, la comedia des partis radical et libéral vaudois sur la fiscalité, à la veille des élections cantonales!

L'un, radical, lance une initiative pour corriger, définitivement, la progression à froid, mais aussi afin de se manifester «au bon moment» et, ajoutent certains, de contraindre l'Etat à pratiquer la politique des caisses vides; l'autre, libéral, dépose une initiative parlementaire pour une baisse des impôts et rappelle, chafouin, à son partenaire de l'«entente» (des droites): «Mais nous sommes la majorité; qu'est-ce qui nous empêche de faire en sorte que nos désirs deviennent réalité.» Sans rire muet, sur le fond, qu'en est-il?

Les comptes 1984 ont été bons: quelques millions de bénéfice, investissements compris. Ce résultat est d'autant meilleur qu'il s'agissait de la seconde année de la période fiscale.

Pour une appréciation, deux facteurs sont à retenir.

D'abord, l'amélioration de l'autofinancement. Les amortissements portés au budget dépassent, désormais, cent millions. A trente millions près, on atteint l'équilibre avec le budget des investissements annuels. Cette tendance permet d'espérer un autofinancement régulier, presque total.

Deuxième facteur, c'est l'importance des recettes conjoncturelles: droit de mutation et impôt sur les gains immobiliers. A eux seuls, ils rapportent autant que les personnes morales. La sagesse voudrait donc qu'on ne touche pas hâtivement les recettes principales, quand la marge dépend pour une bonne part de la conjoncture.

La baisse des impôts, proposition libérale, n'est pas justifiée par les chiffres. Et puis, c'est quoi ces cris d'orfraie au vu d'un admissible déficit budgétaire, une cinquantaine de millions) avec, suivant

les années, refus de vote, proposition de renvoi au Conseil d'Etat et la volonté de diminuer les recettes au premier exercice totalement bénéficiaire? N'importe quel responsable d'une entreprise privée trouverait peu sérieuse cette fébrilité, en effets de manche, et ce parler haut pour la galerie.

Quant à la progression à froid. Elle est à la fois réelle et bouc émissaire. Car, heureusement, les revenus réels augmentent aussi, ce qui entraîne, la progressivité aidant, une augmentation des impôts. En réalité, la seule progression à froid a été très largement compensée; tous les deux ans, des tableaux de contrôle sont publiés. Mais la politique vaudoise constante était d'éviter l'automatisme linéaire. L'accent portait sur telle ou telle catégorie sociale, avec une constante: les revenus les plus modestes et la famille. Aménagements encore insuffisants au vu des réalités sociales, mais toute automatisme prive le Conseil d'Etat et le Grand

VIDÉOTEXTE

La serrure de l'écran

Il a bonne mine, M. Rudolf Trachsel, ingénieur diplômé et directeur général des PTT, chargé des télécommunications: un «craqueur» lui a piqué sa propre «clé» d'accès au système vidéotexte suisse, actuellement à l'essai sous l'égide des PTT justement. Pour tout dire, la devinette était facile: choisir le nombre 1111 comme mot de passe à quatre positions ne témoigne pas d'une imagination débridée. Mais quand même.

Après l'incident des abris de la Protection civile à Bienne (cf. DP 764) et la mésaventure survenue à leur directeur général soi-même, les PTT vont devoir repenser leur système de vidéotexte avant de l'offrir à grande échelle comme la prestation du siècle.

On n'attend pas seulement l'intervention des techniciens, responsables de la fiabilité des opérations,

Conseil d'une marge de manœuvre, d'une possibilité réelle de choix, à laquelle il tient.

Or, des aménagements nouveaux de ce type sont à l'étude: initiatives pour les locataires, situation du couple et de la famille. Il faut que l'Etat en ait d'abord les moyens. On répondra qu'il s'agit simplement de faire pression. Mais en quoi est-ce nécessaire? On retrouve la comedia vaudoise: refus par l'«Entente» d'assumer la direction des Finances, puis agitation publique, prioritairement, sur ces sujets dont on n'a pas voulu assumer la gestion.

Avec le recul, saute aux yeux le décalage entre les propos énergiques sur la souveraineté cantonale, les positions en pointe prises à Berne ou à l'égard de Berne... et les petits jeux locaux. A l'extérieur, le crédit des Vaudois n'est pas très élevé. En fait, ils n'ont pas la politique cantonale et le sens de l'Etat des donneurs de leçon qu'ils veulent être.

A. G.

ni des commerçants, qui protestent déjà contre la mise en location de terminaux Vdx par les PTT. On attend aussi — et surtout — l'avis des juristes, qui devraient mettre un peu d'ordre dans le système au titre de la protection des données. En réponse à une interpellation Renschler (soc. ZH) déposée à la suite de l'affaire de Bienne, le Conseil fédéral a d'ailleurs dit son intention de régler la question, par voie d'ordonnance, avant le passage de l'essai pilote à l'introduction définitive du vidéotexte en Suisse. Belle déclaration d'intention, qui devra d'autant plus être suivie d'effet que la législation fédérale sur la protection des données risque bien de se faire attendre encore plusieurs années — si jamais elle passe le cap parlementaire. PS. Dans leur enthousiasme de débutants, les promoteurs du vidéotexte à l'helvétique (PTT et fournisseurs des données enregistrées dans les banques accessibles par service interactif) prévoyaient 250 000 raccordements vers 1990. On parle désormais de 16 000 terminaux installés à la même échéance.